

contribution. Au cours des deux dernières décennies, des professeurs, des conseillers et des techniciens canadiens ont acquis dans toutes les régions du tiers monde tout un bagage de connaissances et d'expériences dans le cadre de leur engagement international. Peut-être devrions-nous nous y intéresser davantage. Les organismes publics et privés qui se préoccupent de l'image projetée par le Canada sur la scène internationale pourraient à n'en pas douter tirer profit de consultations régulières avec les coopérants de l'ACDI et du SUCO/CUSO de retour au pays.

Il est particulièrement encourageant d'entendre parler de projets pleins d'imagination comme celui que nourrit Michael Oliver pour revitaliser l'université Makerere, en Ouganda. Je crois comprendre que ce dernier a l'intention d'y faire séjourner à court terme, sous les auspices de l'AUCC et de l'ACDI, des universitaires canadiens qui participeraient à la consolidation de l'infrastructure de cette université qui faisait autrefois la fierté de l'Afrique orientale. Une telle initiative ne peut être qu'applaudie.

En exposant la façon dont on procède pour faire connaître le Canada et les Canadiens à l'étranger, j'ai malheureusement été obligé de traiter des contributions du monde universitaire, de la communauté culturelle et des secteurs public et privé comme s'il s'était agi de milieux totalement différents. Or il est encourageant de constater que les barrières dressées entre ces divers éléments de la société canadienne tombent l'une après l'autre. Ces derniers temps, on en a vu plusieurs exemples remarquables dans l'administration fédérale. Grant Reuber, le nouveau sous-ministre des Finances, a évolué avec aisance dans divers milieux: après avoir quitté le monde universitaire, il a dirigé un important projet de l'ACDI au Ghana, puis est passé par la Banque de Montréal avant d'entrer dans l'administration fédérale. C'est avec autant d'aisance que Jim Gillies a abandonné la vie universitaire pour se consacrer à un projet de l'ACDI au Kenya avant d'occuper son poste actuel de conseiller politique principal du Premier ministre.

Les échanges entre les universités et le secteur public — et j'avoue ici mon intérêt personnel pour les Affaires extérieures — ne sont évidemment pas chose rare. Qu'il suffise de mentionner les noms de O.D. Skelton, F.H. Soward, George Glazebrook et Bert MacKay, tous d'anciens universitaires qui ont mis leurs compétences au service du Ministère au faîte de leur carrière; des hommes comme Douglas LePan, John Holmes et George Ignatieff qui ont pour leur part embrassé une carrière universitaire après de nombreuses années consacrées au service extérieur, et René de Chantal, qui est revenu au service extérieur, étant nommé, il y a quelques mois, ministre chargé des affaires culturelles à l'ambassade du Canada à Paris.

Peu après mon entrée au ministère des Affaires extérieures au début des années 60, je me suis entretenu avec Douglas LePan de l'idée, assez nouvelle à l'époque, de mettre sur pied un programme culturel international pour le Canada. Doug semblait quelque peu étonné de voir qu'on allait vraiment passer à l'action. Il croyait en effet que ce groupement disparate de personnes qu'on en est venu à appeler les anglophones du Canada répugnait à s'engager officiellement dans une politique culturelle parce qu'il nourrissait le sentiment bien enraciné que la politique étrangère n'avait rien à voir avec la culture et que, d'une certaine façon, les relations culturelles internationales

La diplomatie
culturelle des
points de vue
francophone et
anglophone:
deux percep-
tions différentes